

"Quelle Europe de l'électricité ?"

Le CELSIG organise, le lundi **27 juin prochain**, au Comité économique et social européen à Bruxelles, un **séminaire européen** intitulé "Quelle Europe de l'électricité ?" qui s'inscrit dans le cadre du programme de travail de la Commission fixé par le Livre blanc sur les services d'intérêt général. Programme et inscription préalable nécessaire sur www.celsig.org

Directive services

Anne Van Lancker (PSE, Belgique), rapporteur pour la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, a présenté son rapport sur la proposition de directive services le 10 mai dernier. Il sera discuté par la commission le 24 mai et soumis au vote le 12 juillet.

Le rapport demande, notamment, d'exclure les services d'intérêt général du champ d'application de la directive, de conférer à l'Etat de destination la compétence en matière de contrôles, que les services d'intérêt général fassent l'objet d'une directive cadre, de supprimer de la proposition l'article 24 qui n'impose pas au prestataire de services l'obligation de faire une déclaration, d'obtenir une autorisation, ni d'être enregistré auprès des autorités compétentes de l'Etat d'accueil, de remplacer le principe du pays d'origine par celui du pays d'accueil, sauf lorsqu'il existe déjà une harmonisation minimale au niveau européen.

Anne Van Lancker estime que son rapport et celui d'Evelyne Gebhardt sont "largement complémentaires". E. Gebhardt, pour sa part, se prononcera, le 24 mai prochain, lorsqu'elle présentera son rapport complet à la commission du marché intérieur (voir bulletin 172), sur les éléments du rapport Van Lancker relatifs à l'exercice d'évaluation auquel les Etats membres devraient se soumettre, qui "pourrait mener à un droit de contrôle de la Commission sur les règles nationales futures" et au fait que "cette directive ne peut pas avoir pour conséquence que certaines obligations nationales soient remises en cause".

http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/PA/566/566667/566667fr.pdf

Partenariats public-privé

La Commission a publié, le 3 mai dernier, un rapport recensant les résultats de la consultation, lancée en avril 2004, sur la base du Livre vert sur les partenariats publics privés (PPP). Il ressort des réponses ♦ qu'une faible majorité est explicitement opposée à une initiative européenne horizontale ♦ une claire majorité se dégage en faveur d'une initiative européenne sur l'attribution de concessions, qui clarifie les définitions et les règles communautaires applicables, mais il n'y a pas consensus sur la forme d'une telle initiative ♦ une claire majorité s'exprime en faveur d'une initiative européenne sur les PPP institutionnalisés pour clarifier les règles communautaires applicables et l'étendue de l'exemption de la régie, mais il n'y a pas consensus sur la forme de cette initiative. La Commission publiera une communication d'ici la fin 2005. .../...

"Which Europe of electricity?"

On Monday **27th June**, at the European Economic and Social Committee in Brussels, CELSIG is organising a **European seminar** entitled "Which Europe of electricity?" within the working program of the Commission as stipulated by the White Paper on services of general interest. The program and the necessary preliminary registration are available at: www.celsig.org

Services Directive

Anne Van Lancker (PSE, Belgium), rapporteur for the Employment and Social Affairs Committee of the European Parliament, presented her report on Services Directive proposal on 10th May. It will be discussed by the Commission on 24th May and voted on July 12th.

The report is calling for, in particular, the exclusion of services of general interest from the scope of the application of the directive, to delegate to the destination State the competence regarding verifications, that service of general interest fall under a directive framework, to withdraw article 24 from the proposal, which does not oblige a service provider to make a statement, seek authorization nor be registered by competent authorities of the host Country, to replace the principle of the country of origin by that of host country, except when there exists, already, a minimal harmonisation at the European level.

Anne Van Lancker considers her report and that by Evelyne Gebhardt as "largely complementary". E Gebhardt, on her part, will make a statement, on the 24th of May when she submits her full report to the internal market committee (see bulletin 172), on those elements of the Van Lancker report, which concern the evaluation exercise to which Member States should be subjected, which "could lead to the right for the Commission to verify future national rules" and to the fact that "this directive cannot result in certain national obligations being questioned"

http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/PA/566/566667/566667en.pdf

Public-private partnership

On 3rd May the Commission published a report presenting results of the consultation, launched in April 2004, on the basis of the Green Paper on Public-Private Partnerships (PPP). It emerges from the answers ♦ that a small majority is explicitly opposed to a horizontal European initiative ♦ a clear majority stands out in favour of a European initiative on the granting of concessions, which clarifies the definitions and the Community rules which are applicable, but there is no consensus on the form of such an initiative ♦ a clear majority is in favour of a European initiative on institutionalised PPP to clarify applicable Community rules and the extent of the exemption of the state run firm, but there is no consensus on the form of this initiative. The Commission will publish a communication by the end of 2005. .../...

Au total, 195 réponses aux questions du Livre vert ont été reçues, dont un grand nombre provenant d'associations européennes (mais aucune provenant de Chypre, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Slovaquie). Les contributions les plus nombreuses provenaient d'Allemagne, Autriche, France, Italie, Royaume-Uni. La Commission a, également, reçu 3300 lettres ou notes de particuliers, essentiellement d'origine allemande, exprimant leur préoccupation au sujet d'une libéralisation du secteur de l'eau. La réponse du Celsig est consultable sur www.celsig.org

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/publicprocurement/ppp_fr.htm#consultation

Droit du travail et pays d'origine

♦ **Suède** : Le Tribunal du travail de Stockholm, qui, à l'automne dernier, avait donné raison au syndicat suédois du bâtiment au sujet de l'affaire l'opposant à une entreprise lettone ayant remporté le chantier de construction d'une école près de Stockholm sur la question du droit du travail devait s'appliquant aux employés de l'entreprise lettone, a décidé de saisir la Cour de justice CE, à titre préjudicielle (voir bulletin 165/166).

♦ **France** : Une filiale française d'une société portugaise ayant remporté des marchés de travaux auprès de l'opérateur de France Télécom en embauchant des salariés portugais sans respecter le droit du travail français afin de faire baisser le prix des travaux, ce qui est contraire aux règles communautaires en matière de détachement des travailleurs.

♦ **Cour de justice** : Dans un arrêt C-341/02, du 14 avril 2005, la Cour dit qu'un Etat membre n'est pas obligé, lors du contrôle du versement du salaire minimal aux travailleurs détachés d'un autre Etat membre, de tenir compte de la totalité des majorations et suppléments. Les primes de qualité et les primes pour des travaux salissants, pénibles ou dangereux ne constituent pas des éléments à prendre impérativement en compte pour la calcul du salaire minimal. La Cour rappelle que "selon une jurisprudence constante, le droit communautaire ne s'oppose pas à ce qu'un Etat membre impose à une entreprise établie dans un autre Etat membre qui effectue une prestation de services sur le territoire du premier Etat membre de payer à ses travailleurs la rémunération minimale fixée par les règles nationales de cet Etat (24) et que le second alinéa de l'article 3.1 de la directive 96/71 sur le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'un prestation de services précise que la notion de "taux de salaire minimal" est définie "par la législation et/ou la pratique nationale/s de l'Etat membre sur le territoire duquel le travailleur est détaché" (25).

Dans le différend opposant la Commission à l'Allemagne, la Commission soutenait que la prise en compte des majorations et des suppléments aboutissait à des coûts salariaux plus élevés que ceux que doivent payer les employeurs allemands et que les employeurs établis dans d'autres Etats membres se voient ainsi empêchés d'offrir leurs services en Allemagne.

Initiative

Le CEEP organise sa journée-débat 2005 le lundi 20 juin à Bruxelles sur le thème "Les services d'intérêt général en 2010. Où nous mène la Stratégie de Lisbonne ? " Renseignements et inscriptions www.ceep.org

In all, 195 answers to the questions of the Green Paper were received, of which a large number came from European associations (but none from Cyprus, Estonia, Greece, Hungary, Lithuania, Luxembourg, Malta, Slovenia). The largest contributions came from Germany, Austria, France, Italy, United Kingdom. The Commission also received 3300 letters or notes from individuals, primarily of German origin, expressing their concern on the liberalisation of the water sector. The response from Celsig is available at www.celsig.org

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/publicprocurement/ppp_en.htm#consultation

Labour Law and country of origin

♦ **Sweden**: The Labour Court in Stockholm which, last autumn had accepted claims by the Swedish Building Workers' Union concerning an affair opposing it to the Latvian construction company, which had won a contract to construct a school near Stockholm, over the question of which Labour Law should be applicable to the employees of the Latvian company, decided to ask the Court of Justice EC, for a preliminary ruling. (see bulletin 165/166).

♦ **France**: A French subsidiary of a Portuguese company which had signed work contracts with the operator, France Télécom, proceeded by employing Portuguese employees avoiding the French labour law, in order to lower labour costs, which is contrary to Community rules as regards posting of workers.

♦ **The Court of Justice**: In a judgement C-341/02, of 14th April 2005, the Court declares that a Member State, a member state is not obliged, when checking to ensure that the minimum wage is being paid to workers posted from another member state, to take all allowances and supplements into account. quality bonuses and bonuses for dirty, heavy or dangerous work are not elements which must mandatorily be taken into account for purposes of calculating the minimum wage. The Court points out that " according to established case-law, Community law does not preclude a Member State from requiring an undertaking established in another Member State which provides services in the territory of the first Member State to pay its workers the minimum remuneration laid down by the national rules of that State (24) and that the second subparagraph of article 3.1 of the directive 96/71 on the posting of workers made in the framework of a provision of services states that the concept of 'minimum rates of pay' is to be defined 'by the national law and/or practice of the Member State to whose territory the worker is posted' (25)

In a conflict opposing the Commission to the Republic of Germany, the Commission held that taking into account of allowances and the supplements led to higher wage costs than those which German employers have to pay and that employers established in other Member States were thus hindered from offering their services in Germany.

Initiative

The CEEP is organising its Discussion-Day 2005 on Monday 20th June, in Brussels, on the topic "Services of General Interest in 2010. Where does the Lisbon Strategy lead us?" Information and registration: www.ceep.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*..